

VILLE DE ROANNE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du jeudi 15 septembre 2022

MONSIEUR LE MAIRE CERTIFIE :

N°27

CADRE DE VIE

**- Installations classées
- Renouvellement de
l'autorisation d'exploitation
d'une carrière de roches
massives sur la commune de
Commelle-Vernay
- Avis**

1. *que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ;*

2. *que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance était de 39 sur lesquels il y avait 36 membres présents lors de la présente délibération, à savoir :*

M. Yves NICOLIN, Mme Clotilde ROBIN, M. Lucien MURZI, M. Jean-Jacques BANCHET, Mme Corinne TRONCY, M. Fabien LAMBERT, Mme Catherine DUFOSSÉ, M. Gilles PASSOT, Mme Fanny FESNOUX, M. Pascal LASSAIGNE, Mme Marie-Laure DANA BURNICHON, M. Edmond BOURGEON, Mme Hélène LAPALUS, M. Guy SERGENTON, Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, Mme Catherine BRUN, M. Christian DORANGE, Mme Valérie PROST MALLET, Mme Virginie BERNIER, M. Guillaume BRASSEUR MINARD, Mme Adina LUPU BRATILOVEANU, Mme Jade PETIT, M. Mahdi NOUIBAT, Mme Vanessa BARBANT, Mme Vickie REDEUILH, M. Yohan RIVOLLIÉ, M. Romain BOST, M. Quentin GUILLERMIN, M. Alexandre GRANGE, Mme Sabine VERMOREL, Mme Christine CHEVILLARD, M. Bernard GERBOT, M. Franck BEYSSON, M. Denis VANHECKE, Mme Brigitte DUMOULIN, M. Andrea IACOVELLA

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : M. Pascal LASSAIGNE

A l'ouverture de la séance, Monsieur le Président a déposé sur le bureau de l'assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les conseillers municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Absents ayant donné mandat :

Mme Sophie ROTKOPF à Mme Clotilde ROBIN, M. Christophe PION à M. Andrea IACOVELLA, Mme Marie-Hélène RIAMON à Mme Brigitte DUMOULIN

Absents sans mandat :

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

M. Romain BOST, Conseiller Municipal, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

Les établissements CHIAVERINA ont déposé en préfecture un dossier de demande d'autorisation environnementale.

Le site est exploité sur la commune de Commelle Vernay et doit faire l'objet, conformément au code de l'Environnement, d'une enquête publique avec avis des Conseils Municipaux des communes situées dans le périmètre de l'enquête publique.

La société qui emploie aujourd'hui 10 personnes, a pour vocation d'extraire, traiter et commercialiser des granulats provenant de roches massives. La production est destinée au marché local et national.

Par ailleurs l'entreprise possède maintenant une filiale expérimentée et certifiée pour des travaux de déconstruction, démolition et désamiantage sur son site de Mably.

Historique

La carrière de roches dures, située au lieu-dit « Le Port », sur le territoire de la commune de Commelle-Vernay, dans le département de la Loire, a été ouverte au début du XXème siècle par les Ponts et Chaussées pour, en particulier, construire le pont qui enjambe la Loire face à la carrière et qui relie les deux communes de Commelle-Vernay et de Villerest.

La carrière appartient au paysage de la vallée de la Loire. Elle est située sur le versant droit de la Loire, en aval du barrage de Villerest. La société est présente sur site depuis 1983.

Contexte économique et conjoncturel

Compte-tenu de la conjoncture économique, la production de la carrière de Commelle-Vernay a diminué ces dernières années.

L'exploitation du site ne sera pas terminée comme initialement prévu, à la date d'échéance de l'autorisation qui court jusqu'en 2026.

L'objectif est de satisfaire et s'adapter aux besoins locaux, nationaux, voire internationaux tout en ayant recours au recyclage de matériaux.

C'est la raison pour laquelle les Etablissements CHIAVERINA déposent aujourd'hui une demande de renouvellement de l'autorisation de la carrière. L'emprise de l'exploitation sera néanmoins réduite et permettra d'exploiter le gisement non consommé.

Les conditions et caractéristiques de l'exploitation resteront inchangées. Le tonnage moyen et maximal sera toutefois réduit, afin d'être cohérent avec le marché actuel. La demande porte sur une durée de 30 ans, afin d'apporter à l'entreprise une visibilité sur le long terme et permettre d'assurer la pérennité de l'approvisionnement en matériaux.

Il s'agit donc d'une demande de prolongation de la durée de l'arrêté préfectoral en cours, avec une réduction de l'emprise d'exploitation et de la production.

Exploitation

La surface globale de la demande d'autorisation est de 79 073 m².

La surface réellement exploitée en carrière est d'environ 34 377 m², pour une production annuelle moyenne de 37 000 tonnes/an.

L'exploitation comporte 4 phases, extraction du gisement à l'aide de tirs de mine, traitement sur site, commercialisation et remise en état après exploitation.

Avis

Les activités classées exercées sont soumises à déclaration, enregistrement et autorisation

Tableaux récapitulatifs des activités classées exercées

Nature de l'activité	Volume de l'activité	N° de nomenclature	A ou D	Rayon
Exploitation de carrière de roches massives (porphyres)	Superficie totale sollicitée : 79 073 m ² Rythme maximum d'exploitation 100 000 tonnes/an Rythme moyen d'exploitation 37 000 tonnes/an Durée sollicitée : 30 ans	2510.1	A	3 km

Exploitation d'installation de traitement de matériaux minéraux (broyage – criblage – concassage des matériaux issus du site)	Puissance installée 920 kW	2515.1a	E	-
Station de transit de produits minéraux	10 000 m ²	2517.2	D	-

A : autorisation D : déclaration E : enregistrement NC : non classé

L'exploitant a soumis aux services instructeurs une étude d'impact et une étude des dangers qui viennent expliciter les enjeux environnementaux et les dangers. Ce renouvellement permettrait de poursuivre l'exploitation du gisement non consommé selon un rythme plus faible, adapté à la situation actuelle du marché. Les conditions d'exploitation ne changent pas.

Les enjeux du dossier portent essentiellement sur les aspects paysage et commodité du voisinage. Le projet respecte le code de l'Environnement. A ce stade aucune observation des services de l'Etat n'est mise en évidence. L'exploitant a listé les mesures prévues pour prévenir, réduire, supprimer et compenser les conséquences du projet pour l'environnement. Il a également procédé à l'analyse des dangers et listé les mesures destinées à réduire la probabilité d'accident et en limiter les effets.

L'ensemble de ces mesures est explicité dans le dossier d'autorisation.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- émettre un avis favorable à la demande d'autorisation ;
- transmettre l'avis en préfecture.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

ADOpte A L'UNANIMITE

Les Groupes "Collectif 88 %" et "A Gauche pour Roanne" se sont abstenus.

ROANNE, le **21 SEP. 2022**

Le Secrétaire de séance,

Pascal LASSAIGNE

Le Maire,

Yves NICOLIN
Président de Roannais Agglomération

